

La crise des isotopes menace l'accessibilité des services diagnostiques
LES TECHNOLOGUES EN MÉDECINE NUCLÉAIRE SONT INQUIETS
POUR LES SEMAINES À VENIR

Longueuil, le 6 août 2009 - Au moment où les activités devraient normalement s'intensifier dans les départements de médecine nucléaire des hôpitaux québécois à la suite de la période des vacances, les technologues en médecine nucléaire membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) appréhendent l'impact de la pénurie d'isotopes médicaux. L'APTS a mené une enquête auprès de ses membres présents dans des départements de médecine nucléaire et les témoignages recueillis convergent : au cours des dernières semaines, le rationnement des isotopes a eu un effet limité en raison du ralentissement estival mais la situation devient chaque jour plus difficile.

Pour permettre l'ajout d'examen le soir et la fin de semaine, les horaires de travail ont été ajustés, de manière à favoriser une utilisation optimale des isotopes dont la durée de vie est limitée. Dans l'actuel contexte de crise, le personnel travaille au-delà des heures régulières quand le produit est disponible. Les examens ne peuvent être confirmés qu'au dernier moment, ce qui suscite une inquiétude certaine chez de nombreux patients.

Les cas de cancer sont bien sûr priorisés mais même ceux estimés urgents peuvent attendre plusieurs semaines avant d'être appelés pour leur examen. Le nombre d'examen est déterminé en fonction des quantités de technétium disponibles plutôt qu'en fonction des besoins. Dans plusieurs établissements, surtout en région, d'importants délais d'attente existaient déjà en raison du manque de personnel et d'équipement. L'accès aux services diagnostiques est en voie d'être sérieusement compromis.

« Non seulement y a-t-il lieu de craindre que des patients subissent une attente inacceptable pour obtenir les services diagnostiques essentiels qu'offre la médecine nucléaire, affirme madame Dominique Verreault, présidente de l'APTS, mais les coûts supplémentaires engendrés par la rareté des isotopes risquent de compromettre l'équilibre budgétaire déjà vacillant des établissements publics. »

C'est pourquoi l'APTS exhorte le ministre de la Santé et des Services sociaux à faire pression sur le gouvernement fédéral afin que le groupe d'experts qu'il a mandaté complète rapidement l'analyse des solutions qui lui ont été soumises. Les solutions retenues doivent être mises en œuvre sans délai. « Jusqu'à la fermeture de la centrale de Chalk River, rappelle la présidente de l'APTS, le Canada était un leader sur le marché des isotopes. Nous nous attendons maintenant qu'il fasse preuve de leadership dans le déploiement de solutions alternatives pour répondre aux besoins à court terme et assurer l'approvisionnement en radio-isotopes médicaux à long terme. C'est une question de responsabilité. »

.../2

En outre, compte tenu de son imprévoyance dans ce dossier, le gouvernement conservateur serait mal venu de refuser aux provinces une compensation pour les frais encourus depuis le début de la crise. Le ministère de la Santé et des Services sociaux devra en effet accroître le financement des hôpitaux dont les budgets ne suffiront pas à absorber les dépenses imprévues associées à l'augmentation (35 %) du prix des isotopes, au recours à des technologies de remplacement plus coûteuses et au temps supplémentaire du personnel appelé à travailler les soirs et les fins de semaine pour maximiser l'utilisation des isotopes reçus.

Selon l'APTS, le Québec aurait tort de s'appuyer uniquement sur les technologies de remplacement dont il dispose, comme le TEP-Scan parce que l'appareil lui-même est extrêmement dispendieux. Il en existe à peine une dizaine au Québec sur un total de 54 départements de médecine nucléaire.

Près des trois-quarts des 483 technologues en médecine nucléaire du Québec sont représentés par l'APTS, soit 357 personnes employées dans le réseau public de santé.

À propos de l'APTS

L'APTS est une organisation syndicale qui regroupe plus de 27 000 personnes, diplômées de niveaux universitaire et collégial, œuvrant dans 117 établissements de santé et de services sociaux à travers le Québec. Ce sont, entre autres, des technologues en radiologie, des technologistes médicales, des physiothérapeutes, des ergothérapeutes, des thérapeutes en réadaptation physique, des travailleurs sociaux, des psychologues, des techniciennes en diététique et des diététistes. L'APTS est membre du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), un regroupement de 262 000 personnes syndiquées des secteurs public et parapublic.

- 30 -

Pour renseignements : Chantal Mantha, conseillère en communication et relations publiques
Téléphone : 450.670.2411, 1 866 521.2411 ou 514.236.9287 (cell.)